

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/413
12 septembre 2001

(01-4292)

Original: anglais

VINGT-DEUXIÈME RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GROUPE DE CAIRNS Punta del Este, Uruguay 3-5 septembre 2001

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat le communiqué ci-après émanant de la vingt-deuxième Réunion ministérielle du Groupe de Cairns, qui s'est tenue en Uruguay, en lui demandant de la distribuer aux Membres.

COMMUNIQUÉ DU GROUPE DE CAIRNS

1. La 22^{ème} Réunion ministérielle du Groupe de Cairns¹ s'est tenue à Punta del Este, Uruguay, du 3 au 5 septembre 2001. Cette réunion marquait une étape, 15 années s'étant écoulées depuis la création du Groupe et aussi un retour aux sources puisqu'elle se déroulait dans la ville même où le Cycle d'Uruguay a été lancé. S'exprimant au sujet de ce double anniversaire, les Ministres ont relevé que le Groupe était un exemple d'alliance de pays très divers singulièrement durable et réussi.
2. Les Ministres ont néanmoins souligné que, malgré les efforts déployés au fil de ces années pour réformer le commerce des produits agricoles, il restait encore beaucoup à faire. Ils ont dit que dans une économie en voie de mondialisation dotée d'un cadre commercial multilatéral fondé sur des règles, il était grand temps que l'agriculture soit pleinement soumise aux disciplines de l'OMC, de sorte que les producteurs puissent opérer dans des conditions de concurrence loyale sur la base de leur avantage comparatif. Ils se sont déclarés préoccupés de constater que le soutien total de l'OCDE se chiffrait actuellement à près de 1 milliard de dollars EU par jour et que la protection découlant d'obstacles tant tarifaires que non tarifaires, y compris de mesures sanitaires et phytosanitaires injustifiées, demeurait très élevée. Remédier à cette situation reviendrait à augmenter notablement le PIB mondial et à générer des avantages appréciables pour les pays en développement.
3. Les Ministres ont souligné que, plus que jamais, le Groupe était uni et déterminé à œuvrer en faveur d'une réforme de l'agriculture et ont réaffirmé qu'il était résolu à mettre en place un système commercial équitable et orienté vers le marché pour les produits agricoles. Ils ont renouvelé leur appel visant à éliminer toutes les formes de subventions à l'exportation, à améliorer sensiblement l'accès aux marchés, y compris par le biais de fortes baisses des droits de douane, d'une réduction des crêtes tarifaires, de la suppression de la progressivité des droits, d'un accroissement substantiel du volume de tous les contingents tarifaires, du renforcement des règles régissant l'application des

¹ Afrique du Sud, Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Thaïlande et Uruguay.

contingents tarifaires et de l'élimination des mesures non tarifaires, encore en vigueur; et à réduire sensiblement le soutien interne ayant des effets de distorsion sur la production et le commerce, jusqu'à l'éliminer totalement. Ils ont également souligné qu'il importait de renforcer les dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans tous les secteurs pour faire face aux besoins des pays en développement.

4. Les Ministres ont mis en évidence l'importance particulière que la réforme agricole revêtait pour le monde en développement, faisant observer que la composition même du Groupe de Cairns en témoignait puisque la plupart de ses membres étaient des pays en développement. Ils ont souligné que les distorsions des marchés mondiaux des produits agricoles nuisaient à la capacité de maints pays en développement de créer des secteurs agricoles solides et de parvenir à une croissance économique soutenue. L'amélioration de l'accès aux marchés dans un monde libéré de toutes subventions faussant les échanges était également indispensable pour promouvoir le développement et éliminer la pauvreté dans les pays en développement. Il fallait résoudre ces problèmes pour que ces pays produisent et exportent davantage de produits agricoles et voient s'élever le niveau de leurs revenus du fait qu'ils seraient à même de mieux tirer parti de leur avantage comparatif dans le domaine de l'agriculture. Les Ministres ont insisté sur le fait que les négociations devraient avoir un effet développement afin d'intégrer pleinement les pays en développement dans le système commercial multilatéral.

5. Les Ministres ont analysé l'évolution des premières phases des négociations sur l'agriculture prescrites dans le cadre de l'OMC. Ils ont estimé que le Groupe s'était activement employé à faire progresser ces négociations en présentant des propositions de négociation ainsi que des idées plus spécifiques concernant les modes d'approche. Le processus avait montré jusqu'ici qu'une majorité des Membres de l'OMC – pays développés, en développement et aussi pays en développement importateurs nets de produits alimentaires – souhaitait une réforme substantielle de l'agriculture. Les Ministres déploraient toutefois que certains Membres de l'OMC ne se soient pas encore sérieusement engagés dans les négociations.

6. La quatrième Conférence ministérielle de l'OMC se tiendra à Doha (Qatar), au mois de novembre prochain. Les Ministres sont convenus que les décisions qui seraient prises au sujet du mandat relatif à une réforme ambitieuse et fondamentale de l'agriculture seraient déterminantes pour les perspectives de lancement d'un nouveau cycle de négociations.

7. À cet égard, les Ministres ont souligné que la Conférence de Doha devrait aboutir aux résultats suivants:

- Un engagement clair de mettre fin à la discrimination contre l'agriculture et d'intégrer pleinement ce secteur dans les règles de l'OMC.
- Un engagement clair de procéder à une réforme fondamentale du commerce des produits agricoles au moyen de l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation, d'une amélioration substantielle de l'accès aux marchés et d'une réduction substantielle du soutien interne, y compris l'élimination des formes de soutien qui faussent les échanges et la production.
- La réaffirmation que les travaux seront essentiellement axés sur ces trois piliers et que les considérations autres que d'ordre commercial en rapport avec l'Accord sur l'agriculture seront prises en compte d'une manière qui ne fausse pas les échanges, afin d'empêcher l'éventuelle émergence de nouveaux types d'obstacles non tarifaires.
- La confirmation que des dispositions renforcées et concrètes concernant le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement feront partie intégrante des résultats des négociations.

- Une entente claire sur les calendriers et repères nécessaires pour mener à bien les négociations sur l'agriculture, et une structure qui permettra aux travaux de progresser.

8. Gardant à l'esprit l'arrivée à expiration de la clause de paix fin 2003 et ayant noté que les engagements de réduction contractés par les pays développés dans le cadre du Cycle d'Uruguay avaient pris fin en 2000, les Ministres ont exprimé leur préoccupation devant le ralentissement du processus de réforme. Afin d'assurer l'achèvement du processus de réforme aussi rapidement que possible, ils ont instamment demandé que les négociations sur l'agriculture soient menées à bien dans les meilleurs délais, et ont affirmé qu'il serait nécessaire de parvenir à une réduction substantielle des mesures de soutien et de protection qui faussent le commerce au cours de la première année de mise en œuvre du nouvel accord. Les Ministres ont demandé aux Membres de l'OMC de montrer qu'ils étaient résolus à poursuivre leurs efforts de réforme de l'agriculture pendant le déroulement des négociations.

9. Les Ministres se sont félicités de la participation à la réunion de Punta del Este de Mme Ann Veneman (Secrétaire à l'agriculture des États-Unis), de M. l'Ambassadeur Robert Zoellick (Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales) et de M. Nicholas Biwott (Ministre kényen du commerce et de l'industrie). La présence de ces éminentes personnalités de rang ministériel soulignait à la fois que l'importance du rôle joué par le Groupe de Cairns était reconnue et qu'il existait une volonté commune de faire aboutir les négociations sur l'agriculture. Il ressortait des débats qu'il y avait une grande communauté de vues entre le Groupe de Cairns et les États-Unis quant à l'approche à adopter et aux objectifs à fixer à la Conférence de Doha pour la libéralisation du commerce des produits agricoles.

10. Les chefs de file du secteur agricole dans le cadre du Groupe de Cairns se sont également réunis à Punta del Este. Les Ministres du Groupe de Cairns ont accueilli avec satisfaction une déclaration dans laquelle ceux-ci leur demandaient instamment de poursuivre activement leurs efforts afin de réaliser une réforme fondamentale de l'agriculture.

11. Les Ministres ont remercié le gouvernement uruguayen d'avoir accueilli la réunion ainsi que les habitants de Punta del Este de leur hospitalité. Ils sont convenus de tenir leur prochaine réunion à Doha en novembre.
